



Attaques contre les services publics

Avec Macron, c'est la ponction publique

Les infos en ligne du SNUipp-FSU 63

Vendredi 2 février 2018

Avec son projet de réforme de la Fonction publique et son plan de départs volontaires proposé aux fonctionnaires, le président Macron et son gouvernement confirment sans complexe leur hostilité aux agents qui assurent quotidiennement un service public à tous les citoyens ainsi qu'aux services de l'Etat plus généralement, dans des conditions de travail souvent en-dessous des attentes et des besoins des usagers.

L'annonce du plan de départs volontaires présenté par le gouvernement, a pour objectif de supprimer 120 000 emplois dans la Fonction publique au court du quinquennat. Pour le ministre Darmanin, « il ne s'agit pas de faire un plan de départs volontaires pour tout le monde, bien évidemment. Il s'agit d'adapter nos services publics et de le faire avec et pour les agents publics ». Quant au premier ministre Philippe, il veut étendre « largement » le recours aux contractuels, et développer davantage la rémunération au « mérite » des fonctionnaires.

Le discours a au moins le mérite d'être clair et sans ambiguïté : il consacre un véritable plan social contre les agents de la Fonction publique ainsi qu'un démantèlement de notre modèle social hérité du Front Populaire et de la Résistance.

La question du statut est également dans les tuyaux du gouvernement. Ainsi sur le volet ressources humaines, comme le signale la Gazette des communes, le Premier ministre veut « adapter le statut de la fonction publique, l'assouplir pour qu'il redevienne un cadre efficace pour l'action publique ».

Quatre axes de travail sont ouverts. D'une part le dialogue social doit être rénové, en diminuant le nombre d'instances de concertation, et en les recentrant sur les questions les plus importantes, sur le modèle de ce qui a été fait avec les ordonnances « Travail ». Voilà qui est fait pour mettre un peu plus de feu aux poudres et alerter tous les corps de métiers de la Fonction publique !

Si l'opposition de gauche dénonce la mesure, la droite Wauquiezienne estime que le gouvernement Macron-Philippe ne va pas assez loin. Elle fait monter le jackpot en réclamant trois fois plus de suppressions de postes !

Concernant l'Education nationale, quel crédit accorder, après ces funestes projets, au ministre Blanquer qui ne cesse de vanter les mérites de la confiance ! Même si une grande concertation qui doit s'ouvrir en février et s'étaler toute l'année entre les syndicats de la Fonction publique et le gouvernement, les organisations syndicales doivent se retrouver le mardi 6 février pour décider d'une journée de mobilisation.



La réaction de la FSU

Le premier comité interministériel de la transformation publique s'est réuni le 1er février. Il clarifie et confirme les orientations inquiétantes du gouvernement concernant l'avenir de la fonction publique. Si celles-ci aboutissent, elles la transformeront en profondeur. Ce serait la fin d'une fonction publique au service de l'intérêt général.

La FSU demande depuis des mois des discussions et un réel dialogue social. Elle découvre aujourd'hui que, sans qu'il y ait eu de réelles concertations avec les organisations syndicales, des décisions seraient déjà prises comme l'objectif d'aller vers une rémunération différenciée, le développement d'un management centré sur l'individualisation ou le recours aux contrats pour « donner davantage de souplesse dans les recrutements ».

Ces objectifs constituent une attaque en règle contre les conditions d'emploi des agents.

La FSU propose au contraire depuis des mois un chantier sur les recrutements et les pré-recrutements mais sûrement pas pour aller vers moins d'emplois ni plus de précarité.

La qualité des services publics à rendre aux usagers, la nécessité de ces services publics sur l'ensemble du territoire, la défense de l'intérêt général, appellent au contraire à créer des emplois qualifiés pérennes et de qualité.

Quant à la question du rendez-vous du printemps sur les rémunérations, la FSU ne se contentera pas d'un simple « point d'étape » mais réaffirme sa demande d'un rendez-vous salarial digne de ce nom, c'est-à-dire une concertation débouchant sur une amélioration significative des salaires pour toutes et tous les agents.

La FSU sera donc présente et active dans la concertation que mène le gouvernement début 2018.

Elle appelle les agents à s'engager et à se mobiliser pour leur avenir comme pour celui de la fonction publique, et pour la défense de leur pouvoir d'achat.



Le syndicat ne vit que des cotisations de ses adhérents

Fonction publique en danger, école menacée

Rejoignez le SNUipp

SNUipp-FSU 63

66% de la cotisation déductible des impôts

Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et des professeurs de collège – Section du Puy-de-Dôme

Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND

Tél 04.73.31.43.72 & 09.63.28.56.75 ✉ snu63@snuipp.fr

